

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL n113 oct.83 4ff./30fb./2fs./0,7cts.can.

REPRISE DES LUTTES :

Les grèves s'étendent, les syndicats les paralysent

En Belgique, la "grève générale" syndicale entrave la généralisation

Au début de cette année, nous écrivions : "La grève de masse d'août 80 en Pologne montra d'emblée, par la puissance de son choc contre l'Etat, que la lutte ouverte entre le prolétariat et la classe dominante était devenue et devrait devenir de plus en plus la caractéristique première de la période à venir. Cependant, les ouvriers polonais se sont retrouvés isolés. De 1980 à 1982, le nombre des luttes ouvrières, en particulier, dans les pays industrialisés, n'a cessé de diminuer de façon générale..." (Revue Internationale n°33, p.2).

C'est pourtant de l'affirmation du prolétariat des pays industrialisés, et en particulier d'Europe, que dépend l'avenir de toutes les luttes ouvrières qui se mènent dans le monde :

■ "Aujourd'hui plus que jamais, le rôle du prolétariat de l'Ouest est cru-

cial, tant sur le plan des conditions objectives dans lesquelles se développe sa lutte (évidence de la nature de la crise comme crise de surproduction rendant possible la révolution) que des conditions subjectives (expérience des mystifications bourgeoises les plus sophistiquées)". (Revue Internationale n°35, p.16).

C'est dans ce cadre que se mesure l'importance des dernières grèves en Belgique, au coeur de l'Europe, face à une accélération de la crise du capitalisme. C'est au cours de telles tentatives que le prolétariat peut commencer à déchirer les mailles des filets syndicaux et "de gauche". C'est de cette capacité-là que dépend toute la période à venir, la possibilité que les prolétaires imposent une autre alternative à la société que celle du chômage, de la crise et de la guerre.

Au départ des deux semaines de grève du secteur public en Belgique, une dynamique s'est affirmée clairement : celle de l'extension du mouvement. A une attaque générale des conditions de survie des prolétaires, correspond une tendance de plus en plus marquée à ne plus voir les questions posées comme spécifiques à des secteurs d'industrie ou à des régions particulières : "Les débrayages improvisés de vendredi dans les chemins de fer de Charleroi ont pris, en quatre jours seulement, une extension considérable. Une véritable lame de fond, partie de la base des travailleurs des services publics, en dehors de toute préparation ou d'encadrement syndical. La situation, sur le terrain, reste sensiblement confuse, du fait que ces actions sont parties spontanément de la base et que les états-majors syndicaux s'efforcent depuis quatre jours de rattrapper vaille que vaille le mouvement" (le journal bruxellois "Le

Soir" du 14.9). "Le mécontentement général n'a jamais été aussi grand" (idem). "La grève commence à Charleroi, sans préavis ni mot d'ordre syndical. La grève est immédiate. Le train de 9h42 ne partira pas. Il est toujours au quai depuis 15 jours. Cette grève court comme un feu de forêt. A 10 heures, tous les cheminots de Charleroi, à midi, ceux de Liège". ("Le Monde" du 25.9. Ce "feu de forêt" s'étend à la ville la plus proche, sans spécificité du secteur "cheminot" : "Liège : des groupes se rendirent également au tri postal voisin ; ils obtinrent des postiers un arrêt de travail immédiat en solidarité avec le mouvement". ("Le Soir" du 14.9).

En deux jours, le mouvement aura gagné le pays passant outre la vieille querelle régionale entre wallons et flamands, que les syndicats entretiennent depuis des années avec le plus grand soin.

➤➤➤ p.3



MOYEN-ORIENT

La guerre au nom de la paix

■ A l'heure où nous rédigeons ce texte, il y a un "cessez le feu" au Liban. Tellement de "paix des armes" n'ont été en ce pays que le prélude à une reprise plus forte de la canonnade ces dernières années, que le sens commun ne s'illusionne plus guère sur les chances de pérennité de l'actuelle interruption des hostilités. Sentiment d'autant mieux fondé que le Liban fait partie d'une région du monde, le Proche-Orient, qui, depuis plus de 50 ans, est constamment le théâtre de conflits et d'affrontements meurtriers entre des parties les plus diverses sur lesquelles a toujours pesé de plus en plus l'ombre des grandes puissances capitalistes de l'Ouest et de l'Est.

Que les armes crépitent ou non, à tel ou tel moment tout le Moyen-Orient, de l'Iran au Yémen, du Liban en Egypte, et jusqu'en Ethiopie, en Libye et au Tchad est aujourd'hui un énorme champ ouvert à la guerre.

Celui-ci est lui-même prolongé, plus vers l'Asie centrale, par l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde. Cela est si vrai qu'il convient que nous dénoncions tout d'abord vigoureusement cette espèce d'euphorie crétinisante avec laquelle les voies bourgeoises de l'information entretiennent l'espoir dans le nouveau "cessez le feu" au Liban. Cette satisfaction malsaine n'a d'ailleurs d'égale que la jubilation morbide avec laquelle depuis un mois les médias bourgeois nous régalaient en images d'horreur et de terreur. Hypocrisie et cynisme sont des mots encore trop faibles pour stigmatiser la jouissance des agents de l'information bourgeoise - les porte-voix officiels du pouvoir et de la diplomatie comme la grande presse - quand ils se complaisent à nous dépeindre en détails l'imbroglie guerrier du Liban, avec sa rançon de massacres, de destructions et de souff-

rances des populations civiles. Oui, il importe que nous accusions avant tout l'infamie de l'information bourgeoise parce qu'elle est une entreprise savante qui combine la mystification à l'effet de peur. Guerre de religion entre chrétiens et musulmans ? Conflit ethnique entre druzes et autres libanais ? Sequelles de la découpe colonialiste de l'Etat libanais après 1914 ? Responsabilité des israéliens ? Des palestiniens ? Des syriens ? Toutes les interrogations, même partiellement fondées, sont entremêlées pour induire une incapacité à saisir la situation présente réelle. L'épouvantail de l'internationalisation qu'on agite depuis l'engagement direct des armées américaine et française dans la guerre, participe lui-même

➤➤➤ p.5

SOMMAIRE :

FRANCE : GOUVERNEMENT ET IMMIGRATION.....	P.2
USA : LA "RELANCE"....DES GREVES.....	P.3
LE PACIFISME VA-T'EN GUERRE.....	P.4
L'EXTRÊME-GAUCHE JUSTIFIÉE LA GUERRE.....	P.5
PRESSE : BLACK-OUT ET PROPAGANDE.....	P.5
CRITIQUE DE REVUES : "LA BANQUISE".....	P.6
COURRIER DES LECTEURS.....	P.6
MILIEU REVOLUTIONNAIRE.....	P.7

**GREVES
EN FRANCE
voir page 2**

La gauche face au front social

"La lutte de classes n'est pas pour moi un objectif : je cherche à ce qu'elle cesse". Pour une fois, la classe ouvrière pouvait entendre quelque fond de vérité dans les propos du "grand socialiste" Mitterrand à TF1 le 15 septembre.

Mais les discours lénifiants et les poses télégraphiques de ce chef d'Etat, ratiocinant volontiers "au-dessus de la mêlée" sur le Sens de l'Histoire et l'Avenir de la Société ne changeront rien à la réalité et ne suffisent plus à faire prendre des vessies pour des lanternes.

Prolétaires, c'est bien à l'attaque la plus forte de nos conditions de vie depuis la fin de la seconde guerre mondiale que nous avons affaire avec ce gouvernement "socialiste" : baisse du niveau de vie, attaque des salaires dans le secteur public comme dans le secteur privé, pression fiscale la plus forte de tous les Etats membres de l'OCDE, et surtout : accentuation du chômage (200 000 licenciements au bas mot devraient intervenir d'ici la fin de l'année), "chasses" et expulsions plus massives et plus expéditives que jamais des immigrés en chômage, blocage pour 5 ans de l'emploi dans tout le secteur public, menaces de plus en plus précises sur les effectifs des entreprises dans la région parisienne, coeur de la vie économique jusque là relativement moins touché, crise qui se révèle ouverte dans tous les secteurs clés du pays (automobile, sidérurgie, chimie, électronique...).

Pour couronner le tout, on voit ces "pacifistes" de naguère déployer l'engagement militaire le plus important depuis la fin de la guerre d'Algérie.

Telle est l'oeuvre de la gauche au pouvoir. Tout le crédit de ses discours prometteurs et mensongers de l'époque du Programme Commun et de ses 20 années d'opposition s'écroule plus vite qu'un château de cartes.

Mais le budget prévu pour 84; mais le mythe déjà envolé de la reprise de l'économie mondiale le confirment : le pire est toujours devant nous. Nous n'avons rien à attendre de la gauche, ni de la droite. Nous savons bien ce

qu'ils font tous. C'est une expérience bien précieuse pour comprendre clairement ceci : rien ne nous sauvera des méfaits grandissants de l'économie capitaliste, qu'elle soit gérée par ses défenseurs de gauche ou par ses défenseurs de droite, si ce n'est nos luttes pour l'abattre.

On peut comprendre alors que pour tenter de détourner l'attention de son offensive anti-ouvrière, la gauche agite désespérément l'épouvantail défraîchi du fascisme avec lequel l'événement local de l'alliance liste d'opposition / extrême-droite a été démesurément gonflé en battage national étalé sur des semaines, avec lequel on a multiplié les interviews du leader du Front National, Le Pen, dont les propos xénophobes et racistes ont pourtant un bel équivalent chez la CGT ou le PC.

On peut comprendre sa hâte à redessiner les contours d'une opposition un tant soit peu crédible (CERES) qui lui fait cruellement défaut.

On peut comprendre le malaise syndical devant leur perte grandissante d'influence sur la classe ouvrière et l'émergence dans les luttes encore éparpillées qui se mènent, aux PTT et ailleurs, d'un courant "syndicaliste de base" pour tenter de redorer l'image de plus en plus discréditée des syndicats. La grève du secteur public en Belgique montre à l'ensemble de la bourgeoisie que la phase de léthargie où elle avait plongé la classe ouvrière, grâce au poids de décennies d'illusions sur la gauche en France mais surtout grâce à sa stratégie de gauche dans l'opposition appliquée dans la plupart des autres Etats industrialisés, se termine.

Il faut maintenant aller plus loin. L'heure n'est plus à la simple désillusion. Nos camarades de Belgique ont repris le travail, la rage au coeur, mais non vaincus malgré le travail de sape syndical. Il reste aux luttes en France à prendre le même chemin ouvert par leur combativité pour qu'une telle expérience au coeur de l'Europe industrialisée signifie, à l'épreuve de l'adversité directe de la gauche et de ses syndicats, un énorme pas en avant pour l'ensemble de la classe ouvrière.

Grèves du tri postal

LE BROUILLAGE SYNDICAL CONTRE LE RAS LE BOL

■ "Les syndicats, on n'en a rien à foutre, était hier matin l'opinion la plus répandue parmi les "occupants" du ministère" rapportait le journal "Libération" du 29 septembre dans lequel on pouvait lire encore des déclarations du genre : "La CFDT négocie l'austérité, ce sont des vendus".

Cela traduit bien le niveau de ras-le-bol et d'exaspération existant dans les centres de tri ; les illusions s'effiloquent : sur la gauche bien sûr, mais aussi sur les syndicats.

Pourtant les syndicats avaient préparé le terrain de longue date pour endiguer le mécontentement des postiers. Il n'était pas question pour eux de laisser se développer un mouvement de l'ampleur des grèves de 1974, où le déclenchement de la lutte avait été spontané et où les syndicats avaient dû prendre le train en marche pour faire reprendre le travail au bout de six semaines, ou même de 1979 (à l'époque de la lutte des travailleurs de la sidérurgie).

Cette fois, connaissant depuis longtemps le plan de réaménagement des PTT concocté par le ministère, ils avaient prévu depuis plus de trois mois et souvent planifié les stratégies d'actions préventives : grèves tournantes d'une heure programmées par service et par centres à la CGT, préparation d'une grève générale de 24 heures par la CFDT, tout en parvenant à envelopper d'un épais brouillard la signification réelle et les conséquences des mesures gouvernementales. C'est peu à peu que les postiers ont compris - bien au-delà de la "remise en cause du service public" que mettaient en avant

les syndicats, de la fermeture des centres de tri le week-end et de la réduction d'horaires qu'avancait le gouvernement - que ce plan représentait en fait :

- une augmentation réelle du temps de travail : à travers la suppression des "compensateurs" (jours de repos supplémentaires pour le travail de week-end et de jours fériés), c'est la perte de plus d'un mois de congé qui équivaut pour certains à 16 nuits de travail en plus par an ;
- un accroissement des charges de travail, une réduction des temps de pause, un contrôle plus strict des horaires et une accélération des cadences pour tous (d'autant plus importants avec le blocage de l'emploi pour 5 ans dans le secteur public).

-et, à plus long terme, une perte des primes du service de nuit (environ 600 francs par mois) liée à la suppression progressive du travail de nuit.

D'emblée, le mécontentement croissant s'est heurté aux mailles serrées tissées par l'encadrement syndical : les syndicats opposent constamment leurs réseaux "d'actions" aux initiatives des assemblées générales pour briser toute unité ; par exemple, la CGT refuse de faire participer le transbordement à l'assemblée générale pour cause de consigne de débrayage d'une heure par service ou quand l'unité d'action se dessine au niveau de l'assemblée générale, l'intersyndicale FO-CFDT appelle délibérément à voter une grève illimitée totalement hors de propos pour détruire cette unité. Ces opérations de division se sont ap-

puyées au maximum sur la constante mise en avant de revendications spécifiques pour isoler chaque catégorie de travailleurs : équipes de nuit, équipes de jour au tri, transbordeurs, ambulants, préposés, employés du téléphone, techniciens..., et chaque centre des autres sur des situations particulières, à Paris comme en province. Ainsi les syndicats ont réussi jusqu'ici à parfaitement émietter les tentatives de luttes, au prix d'un discrédit des responsables syndicaux tant la pression du mécontentement est forte et les manoeuvres syndicales visibles.

Mais les appareils syndicaux ont su puiser dans leurs "réserves" pour trouver des soupapes de sécurité : au sein de la CFDT et de FO surtout, des éléments gauchistes de la ICR, de IO, de l'UTCL ont pris en marche la vague de mécontentement tendant spontanément à s'opposer au cadre syndical discrédité. N'hésitant pas à remettre en question leurs confédérations respectives, la plupart du temps dans le cadre d'une intersyndicale "de base", ils sont parvenus à déjouer la colère des postiers dans des actions toutes aussi localistes et corporatives : occupation des centres, occupation du ministère, blocage de fourgons postaux etc... ramenant ainsi la lutte dans les mêmes impasses de la division et de l'isolement, tandis qu'imperturbables les directions syndicales poursuivent leur tactique : grèves perlées d'une heure (CGT), grève illimitée (FO), politique d'accordéon (souffler tantôt le chaud, tantôt le froid) (CFDT).

La pression d'une exaspération jus-

qu'ici contenue par les manoeuvres syndicales n'est pas propre aux PTT : cela fait écho à une kyrielle de mouvements revendicatifs tenus dans un parfait black-out de l'information : débrayages dans les transports (SNCF, RATP) confrontés aussi à des plans de réaménagements ou multitude de petites entreprises en grève. A l'heure où pleuvent les plans de licenciements dans les secteurs industriels vitaux : automobile (7000 à Talbot-Poissy, 5000 chez Citroën), sidérurgie (Saclor, Creusot-Loire), chimie (PCUK), électronique (dont Thomson après son accord avec la CGE), il ne s'agit plus de suivre les syndicats derrière des actions de sabotage des luttes du style marche des sidérurgistes de Longwy sur l'assemblée nationale prévue pour le 19 octobre (triste parodie de la manifestation du 23 mars 1979) ou rodéos des syndicalistes du livre CGT (copies conformes du cirque de la grève du "Parisien libéré"), des plans "franco-français" comme hier à Manufrance, aujourd'hui à la Chapelle-Darblay, des pseudo-solutions autogestionnaires à la Lip.

Partout la seule façon de lutter efficacement, c'est l'inverse de ce que propose l'action syndicale. La combativité ouvrière est aujourd'hui partout mise à l'épreuve.

Elle ne peut s'affirmer que si les désillusions passées et présentes débouchent sur une remise en question de l'action syndicale et si elle est capable d'y substituer une volonté d'unification et d'extension des luttes.

Y.D.

Immigration

LE BULLDOZER DE VITRY AU GOUVERNEMENT

■ A propos de l'élection municipale de Dreux, Max Gallo déclarait : "En ce qui concerne les immigrés, le gouvernement n'a de leçon à recevoir de personne." En effet, le PS et le PC n'ont rien à apprendre en ce domaine, ni de la droite, ni de l'extrême-droite d'ailleurs. Non seulement le gouvernement reprend les mesures mises en place - et tant décriées alors - par les lois Bonnet et Stoléro, mais il accentue celles-ci qui seront dorénavant appliquées "de manière implacable" (Max Gallo). Quelques-unes de ces mesures sont : la généralisation des cartes informatisées et infalsifiables (un des chevaux de bataille du PS contre le gouvernement Barre), le renforcement des contrôles douaniers et policiers, la reconduite aux frontières "exécutoire par provision", c'est-à-dire appli-

cable immédiatement.

Déjà, dans "l'opposition", la gauche nous avait habitués à sa politique de purge contre "l'insécurité des ghettos" (voir le bulldozer que le PC avait envoyé à Vitry pour déloger les immigrés). Aujourd'hui, elle veut soi-disant : "protéger l'emploi des français" (Mitterrand dans son discours à la TV le 1/9/83). En fait, il s'agit là d'un grossier mensonge. Parmi d'autres, les exemples allemands et français où, depuis 1975, il y a eu un arrêt de l'immigration, sont éclatants : ces mesures ne sont pas un frein à la montée vertigineuse du chômage. Quant aux autres immigrés, "ceux qu'on montre du doigt et qui ne le méritent pas" (Mitterrand, sic !), ils sont indispensables à l'économie française. "Ceux qui le méritent", les "clandes-

tins", ne sont pas plus "immigrés" que les autres, mais ils sont au chômage. Si l'Etat français pouvait se débarrasser de tous les chômeurs, français et immigrés, il ne ferait pas de ségrégation. Il est plus facile d'éjecter des immigrés, et c'est son seul critère. La véritable "clandestinité", c'est le chômage, la véritable insécurité, c'est la condition ouvrière face à l'Etat. Et pourquoi toutes ces mesures policières et totalement inhumaines vis-à-vis des "clandestins" s'accompagnent-elles de campagnes pleines de bruit et de fureur sur les immigrés, sur un soi-disant "racisme latent" parmi les travailleurs français ?

Au moment où la crise frappe durement tous les ouvriers par l'austérité, la misère et son cortège de chômeurs, il est indispensable pour la classe domi-

nante de détourner la colère de ses victimes afin que celles-ci s'entre-dévoient au lieu de s'attaquer à elle et à ses privilèges.

Que les ouvriers ne s'y trompent pas ! Sous prétexte de la "chasse aux clandestins", c'est sur les ouvriers que tire le gouvernement. En effet, la bourgeoisie, de droite comme de gauche, veut empêcher les luttes, mettre au pas toute la classe ouvrière, la faire plier sous sa loi, celle du capitalisme. C'est pour cela qu'elle a intérêt à diviser les ouvriers entre races, nationalités, entreprises ou régions.

La bourgeoisie cherche à faire oublier au prolétariat ces mots du Manifeste Communiste : "Les travailleurs n'ont pas de patrie".

B.

BELGIQUE

LES GREVES S'ETENDENT, LES SYNDICATS LES PARALYSENT

(suite de la page 1)

la peur de la bourgeoisie mondiale

C'est surtout à la peur de la bourgeoisie que se mesure la signification profonde de ces grèves en Belgique. Ce que craignent les Etats, c'est justement cette tendance à la simultanéité, à l'unification des luttes des ouvriers par delà toutes les divisions, jusqu'à la division en nations : il n'est qu'à citer certaines presses des pays d'Europe, et surtout de la France, où l'inquiétude de la gauche au pouvoir est grande : "Ce mouvement servira, quoi qu'il en soit de cas d'étude dans les autres capitales" ("Libération" du 21.9). "Ce qui se passe en Belgique devrait attirer particulièrement l'attention des gouvernements et des syndicats européens" ("Le Matin" du 21.9). "Les néerlandais sont particulièrement sensibles au mécontentement de nos services publics puisque le gouvernement de La Haye vient d'annoncer une politique d'austérité qui prévoit, entre autres, une diminution de 3,5 % des traitements des fonctionnaires et assimilés, ainsi qu'une diminution de 3,5 % des allocations sociales". ("Le Soir" du 22.9).

La situation économique en Belgique n'est pas un "cas à part" mais le lot commun de tous les gouvernements européens qui voient leur marge de manoeuvre

se rétrécir à grande vitesse face à la crise économique et doivent envisager de plus en plus d'attaques de front du prolétariat.

En Belgique même, les dernières mesures de restrictions annoncées (fin des augmentations salariales bi-annuelles, suppression des primes diverses, suppression d'un mois de salaire en 1984 pour les services publics) sont la continuation de l'attaque accélérée des conditions de vie depuis le début de cette décennie : 1981, signature d'un accord inter-professionnel gelant le pouvoir d'achat ; 1982 : suppression de l'indexation des salaires sur les prix et licenciements massifs dans la sidérurgie ; Et, comme on le voit, ce scénario n'est pas "belge" : on a vu, en Italie en 1982, la même suppression de l'indexation des salaires sur l'inflation, en France, le blocage des salaires, en Allemagne, des accords diminuant le salaire des ouvriers et pendant ce temps, le chômage ne cesse d'augmenter dans tous les pays : après les licenciements massifs annoncés l'année dernière en Belgique dans la sidérurgie, les mêmes sont annoncés en Espagne pour cette rentrée, et en France dans l'automobile.

l'extension des mouvements se heurte aux syndicats

La réaction des fonctionnaires en Belgique n'éclate pas comme un éclair dans un ciel bleu. Les syndicats présentent toujours la classe ouvrière comme une masse apathique, "dure à mobiliser" et découragée, capable cepen-

dant de réactions imprévisibles et apparemment désordonnées.

Il y a pourtant un ordre dans les surgissements de la classe ouvrière depuis 15 ans, produit des expériences accumulées. Il y a une histoire

à toutes ces grèves et cette histoire est celle du heurt entre les tentatives des ouvriers pour s'organiser, étendre leurs luttes et les barrages syndicaux (voir le bilan de ces 15 dernières années dans la Revue Internationale n°33 : "Deux ans après la Pologne, où va la lutte de classe").

Comme le dit le journal "Le Soir" : "La base ne veut plus de grèves perlées ou étalées dans le temps, dont les effets sont toujours limités et qui ne permettent jamais d'atteindre les objectifs visés". Mais le déploiement des préventions syndicales, particulièrement aiguisées au cours de ces deux dernières années, entrave encore les tentatives ouvrières : en Belgique, en 1982, les syndicats brisent les essais d'unir les luttes dans la sidérurgie contre les licenciements, en divisant Liège et Charleroi, les wallons

la "grève générale" syndicale contre la généralisation

Pendant six jours, les directions syndicales se tairaient en "couvrant" les grèves. Puis, elles vont lancer la "grève générale du secteur public" de deux jours, avec des appels incendiaires : "Ce gouvernement doit changer de politique ou partir" (Piton, président de la FGIB, socialiste).

"Cette fois, c'est la guerre. S'il faut mourir, ce doit être debout". (Hengshen, président de la CCSP, chrétien)... tout en évitant que ne se généralise quoi que ce soit dans le secteur privé, où des débrayages plus ou moins longs auront lieu : Cockerill-Sambre, les forges de Clabecq, Glaverbel, les ACEC...

Les journées de "grève générale" ont en fait coupé l'herbe sous les pieds du mouvement : en généralisant formellement celui-ci dans le secteur public pour mieux l'enfermer dans ce cadre qu'il avait tendance à bousculer, en décrétant la grève générale sans que cela corresponde vraiment aux possibilités du moment, les syndicats ont visé une chose : le rendre dépendant d'eux. La grève est devenue une grève passive, où la majorité des ouvriers sont restés chez eux, en attendant les "consignes". L'extension des luttes ouvrières, ce n'est pas cela, et ce n'est pas de cette façon que le mouvement s'était généralisé entre Liège et Charleroi.

L'organisation des ouvriers doit se construire dans les luttes, à travers les mille manifestations que cela peut prendre, comme le décrivait Rosa Luxemburg à propos de la grève de masse de 1905 en Russie : "Les grèves en apparence chaotiques et l'action

des flamands. Malgré des affrontements violents avec la police et parfois les services d'ordre syndicaux, les sidérurgistes n'ont pas réussi à franchir le mur des divisions sectorielles et régionales.

En Italie, aussi en 1982, les ouvriers ont réagi spontanément, dans tout le pays contre la suppression de l'indexation des salaires sur les prix. Les syndicats, de la base au sommet ont émetté le mouvement, tantôt en l'enfermant à certains secteurs, en provoquant les manifestations "générales" qu'ils pouvaient contenir, empêchant les autres.

Contrairement aux luttes de l'année passée, ce dernier mouvement a d'emblée affirmé cette volonté d'extension. Les syndicats l'ont contrecarré en empêchant que les ouvriers ne se donnent les moyens de cette extension, leur organisation propre.

révolutionnaire "désorganisée", suivant la grève générale de janvier, deviennent le point de départ d'un fiévreux travail d'organisation. Madame l'Histoire fait de loin, en riant, un pied de nez aux hommes des clichés bureaucratiques, qui montent coléreusement la garde aux portes de la prospérité des syndicats allemands". (Rosa Luxemburg "Grèves de masse, parti et syndicats").

Si ces dernières grèves ont pu encore rester prisonnières des ornières des "décisions syndicales", c'est en grande partie grâce à ceux qui, dans le mouvement, paraissent avoir compris qu'on ne peut compter sur ces forces de la bourgeoisie, les "syndicalistes à la base", mais qui, dans les faits, contribuent à l'étouffement du mouvement. Même s'ils pleurent à l'annonce de la reprise, comme à Charleroi, même s'ils crient à la généralisation, ils axent tout sur une seule chose : faire pression sur les directions syndicales. LA force! Selon eux, de la reconquête ou de la construction d'un syndicat "nouveau" dépendent toutes les possibilités d'un mouvement. Or ce qui se voit dans les moments où les ouvriers s'affirment, chaque fois, c'est que les nécessités du combat ne demandent pas une organisation divisée par secteurs, branches, entreprises, qui s'installe dans un marchandage avec l'Etat, particularité par particularité.

La tendance générale est à ce que se posent, de plus en plus aigüés, les questions centrales de l'affrontement à l'Etat et donc aux syndicats.

perspectives

On ne peut comprendre les manifestations de lutte qu'en comprenant la nature du mouvement ouvrier aujourd'hui, qui ne peut s'affirmer que par de nombreuses tentatives, sous de multiples formes où s'exprime la spontanéité ouvrière, suivies de moments de silence: "Il est absolument contraire aux faits de s'imaginer la grève en masse comme un acte, une action particulière. Elle est au contraire, le résumé de toute une période de lutte de classe." (Rosa Luxemburg -idem).

C'est par ces explosions, par ces heurts répétés que se préparent des réactions plus massives dans tous les pays d'Europe. La méfiance accumulée par les ouvriers en Belgique envers les syndicats en est un signe: "La base, non seulement ne croit plus dans le moindre engagement budgétaire ou autre, pris par un gouvernement quelconque, mais commence à douter de ses propres mandataires syndicaux". (Le Soir du 23 septembre).

"On s'est douloureusement souvenu qu'après des grèves d'une ampleur inégalée (en 60-61) contre des 'projets anti-sociaux d'un gouvernement de droite', c'était le PS qui, à peine arrivé au gouvernement avait concrètement appliqué la fameuse 'loi unique' (1) ("Le Soir" du 26/09)... d'autant que c'est le même PS qui a assuré les premières attaques quand il était au gouvernement, il y a deux ans. La méfiance est si grande que les syndicats n'ont pas, comme à leur habitude, parlé de "grande victoire" en acceptant la suppression d'un mois de salaire: "cette décision n'est qu'une trêve

D.N

(1) Loi unique : loi qui visait à éponger le déficit budgétaire en créant de nouveaux impôts, en supprimant l'aide de l'Etat dans certains secteurs et en augmentant les tarifs des services publics.

"Si la révolution russe nous apprend quelque chose, c'est avant tout que la grève en masse n'est ni "faite" artificiellement, ni "décidée", ou "propagée", dans le bleu, mais qu'elle est un phénomène historique, se produisant à un certain moment, par une nécessité historique sortant des conditions sociales."

(Rosa Luxemburg, "Grèves de masse, partis et syndicats", à propos de 1905)

USA

LA "RELANCE" ... DES GREVES

■ En France, Mitterrand déclare que la relance est pour bientôt... au prix de quelques sacrifices. Aux USA, son compère Reagan fait de même et l'austérité s'accroît toujours plus pour la classe ouvrière ; mais tout cela ne se passe pas sans heurts, il n'en faudrait pour preuve que la vague de grèves qu'ont connu les USA cet été.

Cette vague de grèves, qui a touché un million d'ouvriers, s'est exprimée sur l'ensemble du territoire américain et dans l'ensemble des secteurs industriels. Mais c'est surtout celle des ouvriers d'ATT (American Telephone and Telegraph) qui a été la plus marquante par la combativité qui s'est dégagée, le nombre d'ouvriers qui y étaient impliqués (675 000) et par la radicalisation des syndicats, réputés pour leur modération aux USA.

Durant le week-end du 6 et 7 août, les employés de différents standards téléphoniques et de garages de l'ATT qui couvrent l'ensemble du pays, se sont mis en grève par centaines, se rassemblant devant leur lieu de travail. Le lundi 8 août, la grève prend de l'ampleur. "A New York, au bureau central géant de West Street, à côté du centre mondial du commerce, près de mille ouvriers bloquèrent la rue. Au 1025, avenue des Amériques, plusieurs centaines organisèrent un piquet derrière les barricades de la police".

Devant la montée de la combativité, les syndicats (CWA, IBEW et IUO) réagirent rapidement pour que les ouvriers ne comprennent pas la potentialité existant dans leur nombre et leur unité, pour qu'ils ne se donnent pas les moyens d'étendre la lutte afin de la rendre plus efficace et se mettre en réelle, et non plus potentielle, position de force. "Vers 9h30, des délégués syndicaux circulaient dans la foule avec des pétitions appelant les gens à former des piquets de garde, disant aux ouvriers qu'il ne fallait pas reprendre avant mercredi, jeudi ou vendredi ou même avant la semaine suivante. De cette façon, les syndicats dispersèrent la masse des ouvriers en colère et les transformèrent en autant d'individus isolés renvoyés chez eux tandis que les syndicats contrôlaient la situation. Le deuxième jour de grève,

au lieu d'être mille à West Street, environ 30 grévistes piétinaient sans énergie, ou bien attendaient sur le trottoir, apathiques et démoralisés, alors qu'escortés par la police, des camions de livraison passaient devant eux".

Déjà, en 1971-72, les ouvriers du téléphone de New-York avaient pu se rendre compte de "l'efficacité" syndicale alors qu'après 7 mois de grève vers la fin desquels ils avaient organisé des manifestations de rue et envoyé dans d'autres villes des délégués qui avaient été accueilli avec chaleur, ils n'avaient, après diverses pressions des syndicats pour les isoler et briser leur combativité, obtenu en tout et pour tout qu'une augmentation de un dollar par semaine pour les catégories les plus qualifiées uniquement.

Durant la grève de cet été, les syndicats ont dû "aller au charbon" pour ne pas être débordés : "... En particulier, à New-York, les syndicats ont été forcés d'appeler à des manifestations pour garder le contrôle de la base, comme le lundi 15 août, où 1 500 manifestants traversèrent le pont de Brooklyn pour se rassembler devant l'immeuble du téléphone de Pearl Street".

Après 16 jours de grève, la compagnie ATT a signé un contrat garantissant une augmentation de 5,5 % la première année, et de 1,5 % pour les deux ans à venir, augmentation immédiatement rattrapée par l'inflation, et les licenciements prévus ont été maintenus, au nom des "améliorations de la technologie et du téléphone".

Aux USA, comme ailleurs, les syndicats ne défendent qu'une seule chose, l'ordre et la production capitalistes. La classe ouvrière américaine vient d'en faire une fois encore l'expérience. Mais cette expérience a aussi montré une puissante réserve de la combativité. La bourgeoisie américaine ne peut pas tout se permettre, comme voudrait le faire croire la propagande. Aux Etats-Unis, la seule perspective n'est pas une "reprise" mort-née de l'économie, mais une reprise de la lutte ouvrière.

PPR.

(Citations d'Internationalism n° 38)



Manifestation pacifiste à Washington en mars dernier.

Le pacifisme affiche son patriotisme: celui qui a fait toutes les guerres, au nom de la paix, celui qui reconstruit l'union nationale des exploités et des exploités, de ceux qui préparent la guerre et de ceux qui la subissent: il n'y a pas plus de paix à attendre dans le monde capitaliste qu'il n'y a de paix sociale dans la nation.

LE PACIFISME VA-T'EN GUERRE

C'est au moment où la bourgeoisie des pays industrialisés frappe durement sur les conditions de vie de la classe ouvrière que l'on voit se développer de grandes manifestations contre la guerre nucléaire.

C'est au moment où cette attaque se fait simultanément dans chacun de ces pays, où les budgets militaires aggravent encore le poids de la crise sur les épaules du prolétariat que sont organisées des marches pour la paix.

Le prétexte en est le moment des négociations entre les deux têtes de blocs à propos de l'installation en Europe des fusées Pershing américaines face aux missiles SS20 soviétiques.

En Allemagne, en Hollande, en Belgique, en Italie, en Grèce, en Espagne, comme en France, c'est des milliers de personnes qui vont être appelées à défiler pour affirmer leur refus de mourir dans une guerre nucléaire, leur désir de vivre en paix et de préserver l'existence de leurs enfants.

Ceci peut paraître positif et sympathique. Malheureusement, ces campagnes n'expriment rien de positif. Exploitant la peur de la guerre, elles ne servent en rien à l'empêcher. Au contraire, elles servent à tuer dans l'oeuf la seule action qui peut arrêter la guerre: la lutte de classe. Car nous sommes à l'heure de la crise mondiale et c'est une guerre mondiale que la bourgeoisie prépare. La seule et unique alternative à la barbarie capitaliste, c'est la révolution mondiale. La seule paix que nous pouvons attendre du capitalisme, c'est la paix des tombes.

Et pour se convaincre que le pacifisme désarme la lutte de classe et ne sert en rien une quelconque paix, il suffit de regarder ce que disent et font ces mouvements.

les revendications pacifistes

Alors que les conflits ne cessent, particulièrement aujourd'hui au Tchad et au Liban, leurs mots d'ordre concernent l'arme NUCLÉAIRE et l'EUROPE. Le Codene (Comité pour le désarmement en Europe) se prononce pour "une Europe dénucléarisée de la Pologne au Portugal". Ces mouvements dénoncent la bombe à neutrons et non la guerre elle-même. Tandis que le président américain du comité militaire de l'Alliance Atlantique, R. Falls, déclare rejoindre les marcheurs de la paix en disant: "il serait nécessaire d'agir de manière unilatérale pour réduire les armes nucléaires... car nous en avons plus que de besoin", les plus radicaux des pacifistes demandent le "gel de l'arme nucléaire" qui serait "la première étape au désarmement général".

Diminution des armes atomiques? Belle revendication humaniste que voilà quand le capital dispose de quoi faire sauter la planète plus de 20 fois! Quant au "gel", combien de fois les horreurs de l'histoire devront se répéter pour savoir que la bourgeoisie ne désarme jamais? N'a-t-elle pas été la première à crier contre l'emploi des gaz pendant la première guerre mondiale en promettant que cette même guerre serait la "der des der"? Et même si le "gel" de la bombe nucléaire pouvait être obtenu, le reste de l'ar-

le pacifisme est patriotique

De chacune des manifestations qui ont eu lieu depuis le début de l'année sortent une série de déclarations toutes remplies de "mon pays, mon clocher": au Larzac, au mois d'août c'était: "je déclare agir contre la course aux armements qui se développe... et à laquelle la France, mon pays, participe"; le mouvement hollandais est "contre la perspective du déploiement de 48 missiles de croisière aux Pays-Bas" et le mouvement italien, lui, s'oppose "au déploiement des missiles américains à Comiso ou ailleurs en Italie". Mais tous en coeur acceptent le fait que LEUR Etat se dote d'une "défense" nationale, en cas bien sûr d'attaque. Comme si les moyens de défense étaient différents des moyens d'attaque. Comme si chacune des guerres qui se sont déroulées ne serait-ce que depuis 14 n'avaient eu comme prétexte de se défendre face à l'autre. Dans toutes les guerres, l'agresseur, c'est l'autre. Qui a agressé l'autre au Liban, au Tchad, en Israël, en Egypte, au Viet-Nam? Qui ne se défendait pas?

De la droite à l'extrême gauche, nous trouvons le même discours et la même pratique: "Notre mouvement quant à lui, a reconnu le droit aux Etats ou-

qui dirige les mouvements pacifistes?

L'ensemble de la bourgeoisie met la main à la pâte, de l'Est à l'Ouest, de la gauche à la droite, de l'extrême-gauche aux curés.

Pour l'occasion, on a fait renaitre les atrocités d'Hiroshima de ses cendres. A New-York, on fait une grève de la faim, en URSS, on dénonce l'impérialisme cruel et sauvage américain, sans parler de l'Afghanistan, par exemple. Dans les pays de l'Est, les pacifiques

étaient aujourd'hui quasi nucléaires, rien n'empêcherait un holocauste mondial.

Et puis, dans ces revendications, il y a une curieuse absence en ce qui concerne la guerre "traditionnelle": les tanks, destroyers, les roquettes et les mitrailleuses semblent peut-être un moindre mal, et les 20 millions de morts de la 1ère guerre mondiale, les 50 de la seconde et les guerres locales qui n'ont cessées depuis 45 semblent sans doute dérisoires à ces mouvements. La guerre, ils en veulent bien, mais pas en Europe, et pas la bombe nucléaire.

De fait, les pacifistes ne remettent pas grand chose en cause. La seule chose qu'ils voudraient, c'est vivre tranquillement dans cette société d'exploitation, ils veulent un capitalisme sans guerre nucléaire en Europe. Ils veulent un capitalisme, mais sans impérialisme. Ils veulent un capitalisme propre à visage humain. Mais la question du pourquoi les guerres, pourquoi la course aux armements et leur lien avec la crise économique n'apparaît jamais. La concurrence aiguë entre les nations, les moyens d'imposer sa place sur les marchés ne les gênent pas du moment que cela se passe pacifiquement pour eux.

vriers bureaucratisés de se doter des moyens nécessaires à leur défense, y compris les moyens d'une dissuasion nucléaire efficace... C'est le statu quo, l'équilibre de la terreur" ("Imprecor", organe de presse de la Ligue Communiste Révolutionnaire; souligné par nous). Cette citation illustre pleinement les fondements de la pensée de la bourgeoisie pour justifier ses massacres, sa barbarie, et ceux qui défendent ces principes ne peuvent agir que pour la guerre et contre le prolétariat, qui lui n'a pas de patrie, pas de pays, pas d'Etat à défendre.

C'est pour cela que dans ce mouvement, on n'hésite pas à appeler l'exploité à manifester avec ses ennemis de classe, son patron, son Etat, ses juges et ses flics. Comme si, au nom "des hommes de bonne volonté", l'intérêt est de faire faire route ensemble à ceux qui vivent des privilèges que leur offre leur système, et ceux qui en crèvent. C'est en acceptant de faire route derrière son drapeau national avec ses exploités que la classe ouvrière a déjà payé le prix du sang dans deux guerres mondiales, avec pour récompense des monuments, des médailles, le droit de retourner à l'usine ou le chômage pour les survivants.

dirigeants de l'Armée rouge du sang des ouvriers et de ses massacres impérialistes ont fait défiler les populations sur le thème de la paix.

Et puis, il y a une foule pour ajouter son grain de sel afin de rendre plus crédibles les Etats.

Il y a le Vatican armé jusqu'aux dents. Et puis une série d'églises, de mouvements oecuméniques, catholiques, apostoliques, qui pleurent d'abord, se

soumettent à l'avis de Dieu ensuite, et enfin bénissent les canons.

Il y a les non-violents, qui amalgament en toute bonne conscience la violence destructrice du capitalisme moribond qui veut entraîner dans sa chute l'ensemble de l'humanité d'une part, et d'autre part la violence de la classe ouvrière, qui elle permettra de sauver l'humanité de la barbarie et de la violence.

Il y a les écologistes, qui veulent sauver les espèces animales en voie de disparition - baleines, bécasses-phaoques- tandis que plus de deux tiers de l'humanité croupit dans la misère, sans espoir. Et qui plus est, prônaient il y a peu de temps l'austérité verte, le végétarisme, le refus de consommer, au moment où les bourgeoisies faisaient serrer la ceinture.

Mais celle qui prend la place la plus prépondérante, et aussi la plus dangereuse pour la classe ouvrière, dans ces mouvements pacifistes, c'est la gauche, et avec elle, ses syndicats.

Ainsi, en 1977, le très social-démocrate Schmidt, alors au gouvernement, s'inquiétait de l'installation des SS 20 soviétiques et provoquait l'intervention de l'OTAN, pour qu'elle installe, pour la défense de l'Europe, des Pershings. Le Parti Social-démocrate allemand, aujourd'hui dans l'opposition, se lance lui aussi dans le mouvement pacifiste et s'inquiète de l'installation des mêmes missiles.

Nous avons vu le très socialiste gouvernement français envoyer ses troupes au Liban l'année dernière après avoir préparé le massacre de Sabra et Chatila, pour justifier son intervention

la gauche pacifiste contre la lutte de classe

Aucun des mouvements pacifistes ne remet en question le système capitaliste. Aucun ne remet en cause non plus la nation, et au contraire, tous appellent à la défense de la nation. Et tous appellent la classe ouvrière à se fondre au milieu de ses exploités.

Or, le capitalisme est étranglé par sa propre crise, et fait peser sur la classe ouvrière le poids d'une austérité galopante et d'un chômage massif. Comment faire accepter sans réactions la crise à la classe ouvrière, condition de sa soumission ultérieure à la guerre? Telle est la première préoccupation de la bourgeoisie aujourd'hui.

Alors que la classe capitaliste se montre telle qu'elle est, à l'origine de la misère et de la barbarie, il lui devient nécessaire de feindre une opposition dans ses rangs, par la voix de partis, qui par leur langage puissent empêcher, encadrer toute réaction ouvrière.

C'est le rôle de la gauche, qui se réclame de la défense des ouvriers, qui se dit "socialiste", "communiste". C'est pourquoi c'est là où la gauche est dans l'opposition que les mouvements pacifistes sont les plus puissants (par exemple en RFA, où les syndicats organisent 5 minutes de grève pour la paix).

Mais les mensonges de la gauche et des syndicats se sont déjà usés tout au long des années 70. De plus, la présence de la gauche au pouvoir en France ne peut qu'accentuer dangereusement pour la bourgeoisie l'amalgam entre droite et gauche aux yeux de la classe ouvrière. Il devient vital pour la

avec ses frères du même bloc; nous le revoyons aujourd'hui au Tchad, et de nouveau au Liban.

Bien sûr, c'est pour aider des populations qui comptent sur la France... Et il vaut mieux préserver ses arrières en faisant sortir une fraction de son sein qui paraît plus pacifiste: le PC. Le PC qui déclare au début du mois de septembre par la voix de Marchais que: "... avec les socialistes..."

nous n'avons aucun différend au sujet de la défense nationale", "la défense de la France". Le PC qui redéclare par la même voix de Marchais que: "Les soldats français doivent être rapatriés", alors que dans "L'Humanité" du même jour, à la page suivante, le même PC faisait l'apologie de la mise en pratique d'une nouvelle arme de transmission guerrière "qui permettra les liaisons et la coopération tant avec l'armée française... qu'avec les alliés".

Eh bien, ce défenseur de la patrie, déjà prêt pour une nouvelle guerre, tient une grande place dans le mouvement pacifiste en France! Car le mouvement anti-guerre en France est polarisé par la place qu'y tient le PC et la principale centrale syndicale, la CGT. Et c'est Ségué qui préside le regroupement des Cent, ce fameux mouvement pacifiste...

De même en Hollande, Wim Kok, président de la Fédération des syndicats néerlandais, est le porte-parole du mouvement anti-guerre.

On peut se demander pourquoi. Pourquoi jouer à la paix quand on participe à la préparation de la guerre, quand on défend son capital national.

bourgeoisie de trouver des thèmes qui puissent lui permettre de se recrédibiliser, au moins un instant, pour mieux brouiller les enjeux, en partant d'une préoccupation réelle de la classe ouvrière. En parlant de paix, la bourgeoisie ne parle pas de la crise, et gagne sa paix sociale.

En parlant de paix, en noyant le prolétariat dans l'ensemble de la population, elle le remet derrière le qiron de l'exploiteur, lui rentre dans la tête qu'elle a les mêmes intérêts que son Etat, elle gagne encore sa paix sociale.

En parlant de paix, si le prolétariat perd sa puissance, sa conscience de lui-même, la bourgeoisie gagnera son offensive contre le prolétariat.

Il n'y a pas de paix pour la classe ouvrière, ni pour l'ensemble de l'humanité dans ce système qui ne peut offrir de par ses lois que crise, misère, massacres, barbarie.

La seule et unique paix qui pourra exister un jour de par le monde n'aura été le fruit que de l'abolition du système capitaliste. Et cette paix aura été le fruit de la guerre de classe, dont le prolétariat sera sorti vainqueur, et qui permettra à l'humanité de sortir pour la première fois depuis le début de son existence, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la violence, et de la misère.

MOYEN-ORIENT

LA GUERRE AU NOM DE LA PAIX

(suite de la page 1)

d'une perfidie. Celle-ci consiste, en cristallisant la représentation du risque sur le sol du Liban ou à propos de la Syrie, à masquer la dynamique de la préparation réelle du bloc occidental à la guerre mondiale. Ce tour de passe-passe aboutit à minimiser l'importance effective de l'engagement militaire du bloc de l'Ouest dans les préparatifs de la guerre mondiale.

Les opérations guerrières et les massacres qui s'ensuivent à cette heure-ci au Liban se situent directement dans le prolongement de ceux de l'été 82. Comme nous l'écrivions dans nos parutions de l'époque, l'initiative apparente d'Israël ne devait pas masquer le fait que l'Etat hébreu lui-même exécutait en réalité la volonté du bloc occidental. Cette volonté consistait - et consiste bien plus encore aujourd'hui - à accroître l'avancée du bloc et à consolider l'établissement de la "pax americana" au Proche Orient. Les passes de guerre aujourd'hui à Beyrouth peuvent s'interpréter dans ce cadre, comme une intensification de la pression du bloc en direction de la Syrie.

Déjà, l'an passé, cette pression était dans la visée du bloc. En effet, on peut comprendre que le bloc occidental s'est servi d'Israël pour démontrer à la Syrie :
- l'incapacité de l'URSS à venir efficacement en aide à ses alliés au Moyen-Orient ;
- la supériorité de l'armement occidental (américain essentiellement) sur l'équipement soviétique ;
- sa volonté de s'opposer à toute partition du Liban.

Ce dessein s'est accompli en :
- infligeant une défaite irréversible à l'OLP

- clouant au sol l'aviation et détruisant les missiles SAM (soviétiques) de la force de frappe de Damas.
- jetant les bases d'un nouvel Etat libanais à la dévotion du camp occidental ;
- installant à demeure une force militaire (dite d'interposition) au Liban.
Aujourd'hui, le bloc occidental s'est doté de moyens encore plus massifs et directs pour s'imposer en force militairement au Liban.

C'est bien le bloc occidental qui est à l'origine des affrontements en cours. C'est lui qui, ces dernières semaines, a simultanément armé les milices chrétiennes et druzes, par le canal, d'ailleurs, de l'armée israélienne. C'est lui qui a favorisé la mise sur pied du Front du Refus de W. Joumblatt et son alliance avec la Syrie :
- indirectement, en se refusant à faire infléchir l'attitude du "pouvoir"

de Gemayel ;
- directement, au travers des pourparlers entre le PSP (le parti de Joumblatt) et la France.

C'est le bloc de l'Ouest qui a choisi le moment et le terrain de la reprise des affrontements militaires : il a décidé le retrait de l'armée israélienne de la montagne du Chouf. Cela permettait à la gauche libanaise et aux forces palestiniennes rescapées (appuyées et contrôlées par la Syrie) de paraître être à l'initiative de la reprise de l'offensive. Cette initiative apparente autorisait à son tour

l'entrée en lice des milices chrétiennes, de l'Etat libanais, le chantage à l'intervention des américains et des français et finalement, le bombardement des positions "pro-syriennes" de Souk el Garb par les avions et les navires du bloc occidental.

Ainsi, contre les assertions de la propagande bourgeoise qui, de nouveau, prétend dessiner la perspective d'une paix au Liban après le cessez-le feu, il faut dire que nous voyons en réalité la nette accélération des préparatifs de guerre.

PRESSE BOURGEOISE BLACK-OUT ET PROPAGANDE

Depuis des semaines, la grande presse consacre des pages et des pages de journaux aux événements de guerre.

Ce n'est certes pas nous qui allons dénier la gravité de ce qui se passe au Tchad et au Liban, mais nous remarquons aussi qu'il a fallu huit jours pour que l'information bourgeoise française délivre les nouvelles sur la vague de grèves en Belgique.

Pourtant ces luttes ouvrières de la mi-septembre furent parmi les plus vastes qu'ait connues le pays depuis 20 ans. D'une façon générale et depuis quelques temps déjà, il faut savoir noter une attitude très caractéristique de la presse. Celle-ci consiste tout en même temps à focaliser l'attention sur des faits de guerre (y compris l'histoire du Boeing) et à faire l'impasse de l'information sur les conflits ouvriers dans le monde.

Ainsi de la même façon que la presse sélectionne et filtre les nouvelles sur les grèves en cours dans les centres de tri postaux en France, elle nous a laissés quasiment ignorants sur des luttes importantes aux USA (voir dans ce numéro l'article qui y est consacré) et en Espagne. Cela, nous pouvons en être assurés, est parfaitement délibéré. Il convient de regarder cette disposition de la presse comme faisant partie intégrante de la machine de guerre idéologique dressée aujourd'hui contre la classe ouvrière par la bourgeoisie. Il importe, à l'intérieur de ce dispositif, d'accuser avec véhémence spéciale cette partie de la presse dite "de gauche".

Nul, sans doute, ne méconnaît que les organes comme "Le Monde" ou "Libération" passent pour figurer parmi les plus beaux fleurons de la "liberté démocratique" bourgeoise en France. Peu

de personnes, sûrement, ignorent que ces deux offices journalistiques professent ou favorisent en général les valeurs humanistes de l'anti-militarisme et du pacifisme, valeurs "progressistes" qui ressortissent plus volontiers à l'esprit dit "de gauche". Eh bien, dans le temps même où "Libé" comme "Le Monde" participent manifestement au black-out de l'information sur les luttes ouvrières, ils font passer dans leurs feuilles des coupets de la plus belle veine "interventionniste". Ils lancent des injonctions militaristes comme seule en sait inspirer la formule l'idéologie pacifiste depuis la guerre de 14-18. Afin d'éviter toute forme d'illusion possible sur ce à quoi on peut s'attendre venant de la presse "de gauche" - vis-à-vis tant de la guerre que de la lutte ouvrière - nous épinglons ces deux citations édifiantes :

"Risque-t-on d'assister bientôt, écrit Franceschini dans "Le Monde" du 10/9/83, alors que des soldats français sont à Beyrouth avec les autres contingents de la force multinationale, à un massacre ou à de nouveaux bombardements qui feraient de très nombreuses victimes ? Et dans ce cas, n'y aurait-il pas SCANDALE (nous soulignons, NDR) à ne pas intervenir, même si la mission des forces françaises ne le prévoit pas ?".

A ce morceau de bravoure, Sergent, de "Libération" fait redondance en ces termes, le 12/9/83 :

"... hélas, la force d'interposition ne s'interpose plus (...) En attendant des civils dont le seul camp est la religion se font massacrer (...). Les forces d'interposition peuvent-elles rester les bras croisés ? (...) Il y a aussi un DEVOIR (nous insistons, NDR) d'interposition".

La Rédaction

1/10/83 Mx

COMMENT L'EXTREME-GAUCHE JUSTIFIE LA GUERRE

Quand la bourgeoisie passe à l'offensive, c'est tout son appareil politique qui se met en branle et naturellement les gauchistes ont leur place à tenir dans ce concert de mensonges et de mystifications.

C'est ce qu'ils ont démontré une fois de plus en organisant le 7 septembre à Paris une manifestation sur le thème : "Les français hors du Tchad".

Les organisations "Lutte ouvrière", "Ligue Communiste Révolutionnaire", le "Parti Communiste Internationaliste", et le "Parti Communiste Marxiste-Léniniste" ont scandé en chœur :

"De la guerre d'Algérie à la guerre du Tchad, Mitterrand toujours colonialiste !".

Avant de se disperser, Krivine a appelé à manifester "encore et plus nombreux contre cette guerre coloniale" tandis que Laguillel rappelait que "c'est ainsi qu'a commencé il y a 25 ans, sous un gouvernement de gauche, la guerre d'Algérie. Tous les travailleurs doivent se sentir concernés".

"Et le droit des peuples ?" titre l'hebdomadaire "Rouge" (N° 1077). Tandis que plus loin dans le même article, l'auteur s'indigne du fait que depuis l'indépendance, la population tchadienne n'a jamais vraiment été consultée sur "la légitimité des factions qui se disputent le pouvoir à N'Djamena".

Les gauchistes enfourchent une fois de plus leur thème préféré, celui des luttes de libération nationale, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

On peut affirmer sans avoir peur de se tromper que depuis 40 ans les luttes de libération nationale ont fait autant de morts à elles seules, parmi les rangs de la classe ouvrière que toute la barbarie de la seconde guerre mondiale a pu en provoquer.

Cette immense mer de sang infligée par la bourgeoisie à la classe ouvrière n'a, en fait, amené qu'un changement de maîtres locaux dans chaque pays concerné, d'Asie du Sud-Est ou d'Afrique centrale par exemple.

De leur soutien ambigu au Parti Socialiste Progressiste de Walid Joumblatt au Liban en passant par celui de la fraction de Goukouni Oueddei au Tchad, les gauchistes ne font que montrer leur sale logique bourgeoise.

Ils tentent de faire choisir au prolétariat un camp bourgeois contre un autre, à travers la défense du peuple libanais ou tchadien.

Ils tentent de faire croire qu'il y aurait une juste politique de la nation française opposée à la politique actuelle du gouvernement de gauche.

A travers tout ceci, c'est la pire des idéologies nationalistes qu'ils

veulent inoculer au prolétariat en essayant de lui faire croire qu'il a un intérêt à se situer sur le terrain de la nation bourgeoise.

Dans ce but, tous les moyens sont bons, et alors que du Tchad au Liban se développe une offensive en règle du bloc occidental pour resserrer ses rangs, compter ses forces, mettre au pas les réfractaires, les gauchistes, eux, voudraient nous faire croire à un "renake" de l'Algérie française.

C'est dans le cadre de cette offensive, et non dans celui du néo-colonialisme que la France et son gouvernement de gauche assument pleinement leur rôle sous la tutelle de l'impérialisme américain.

Fondamentalement, la prise de position des gauchistes, tant au niveau du Tchad que du Liban est sous-tendue par deux raisons majeures :

- Il est grand temps pour eux de se démarquer d'un gouvernement de gauche qui devient par trop impopulaire, et d'essayer par une critique de plus en plus radicale du gouvernement de tenter de retrouver de la crédibilité aux yeux de la classe ouvrière. Il leur faudra beaucoup d'efforts pour tenter de faire oublier à la classe ouvrière leur soutien actif aux élections de mai 81!

- Quand les trotskystes dénoncent l'impérialisme, c'est essentiellement

De plus en plus cette détermination se marque de la part du bloc occidental, dans ce qu'on appelle la "pax americana", par un engagement militaire pur et simple. S'il y

a une escalade réelle vers la guerre générale, ce n'est pas dans le sens où la presse bourgeoise l'a insinué à des fins de campagne pacifiste. La question d'une troisième guerre mondiale immédiate, entre les deux blocs, ne peut pas se poser, ni aujourd'hui, ni au Moyen-Orient. Par contre, l'implication des armées française et américaine exprime bien une escalade. La préparation de la guerre par le camp occidental, se traduit par la mise en place, au Moyen-Orient et tout autour de l'URSS d'un vaste réseau logistique d'appui pour des opérations militaires d'envergure dans le futur (voir RI n°111 et 112). Non que le bloc impérialiste russe soit passif ou moins pénétré de cette inéluctabilité capitaliste de la perspective de guerre. Mais sa position de faiblesse relative par rapport au bloc de l'ouest l'oblige à une action de résistance alors que le bloc occidental a pris nettement l'offensive.

Le visage de la détermination occidentale, c'est quelque chose comme le cuirassé "New Jersey" mouillé en rade de Beyrouth, illustration démonstrative de la puissance industrielle de guerre mobilisable par la bourgeoisie occidentale. Rien ne souligne mieux l'accélération atteinte comme de voir, à propos des dernières passes d'armes au Liban, comment les USA parviennent à intégrer dans l'effort militaire global du bloc les grands pays industriels capitalistes d'Europe, France, Grande-Bretagne, et Italie.

De tous ces pays, c'est certainement la France, avec l'intervention de ses super-étendards, qui exprime le mieux cette intégration. Cheysson comme Henu ont beau vouloir montrer l'action interventionniste de la France comme indépendante ou différente de celle des USA, ce n'est que du pipeau, juste utile, en fait pour justifier l'entrée en guerre de l'armée nationale aux côtés des USA, dans le même sens qu'eux.

Il y a quelque chose d'instructif dans cette infamie guerrière, c'est la démonstration par l'exemple actuel que la gauche est un agent de la guerre impérialiste. Mieux que tous les efforts que les révolutionnaires peuvent dépenser pour rappeler à la classe ouvrière l'antécédence belliqueuse de la gauche, l'intervention au Liban de la France "socialiste" enseigne aujourd'hui au prolétariat mondial que le pacifisme de la gauche dans l'opposition n'est rien d'autre que l'envers du visage des responsabilités impérialistes qu'elle assume sans hésitation aucune si le pouvoir d'Etat lui échoit.

B.R

CRITIQUES DE REVUES

LA "BANQUISE" : DERIVE PETITE-BOURGEOISE

Attentifs à saluer l'apparition de nouveaux groupes aptes à venir renforcer un milieu révolutionnaire très restreint et assez déprimé, nous n'avons pu qu'être déçus par l'apparition d'une "Banquise" ne se situant ni sur le terrain du prolétariat, ni sur celui de l'action politique des minorités organisées, indispensables au mouvement prolétarien. Le n°2 de la revue nommée "La Banquise" est venu confirmer la critique que nous avions portée au n°1 "Révolution Internationale" n°110. Cette revue est bel et bien un endroit stérile pour la révolution, quoique le mot y soit invoqué de façon incantatoire.

Il y a toujours ce côté artistique : "L'image de la glaciation exprime seulement le moment présent de l'histoire humaine, dans lequel un mouvement social s'est partiellement figé". (n°1) la pensée est le plus souvent exprimée par images et sans arguments logiques. Les banquistes invoquent le prolétariat comme les ouailles le bon dieu ! On ne peut demander bien sûr à des gens qui ne perçoivent le prolétariat que comme une nébuleuse mystique de contribuer à renforcer en son sein des positions consistantes et logiques contre le capitalisme. On ne peut que se contenter de rappeler à ceux qui pourraient se laisser bernés par la phrase contestataire des banquistes qui ne voient pas -et même lorsqu'ils semblent voir, méritent la classe ouvrière- que celle-ci est toujours la principale force révolutionnaire contre cette société, qu'elle n'a pas changé essentiellement de nature depuis le 19^{ème} siècle : elle est une classe déterminée, soumi-

se dans l'ensemble au régime du salariat, délimitée même si elle englobe aussi aujourd'hui un important secteur tertiaire, délimitée d'autant plus qu'elle n'est constituée que par une frange, et même une minorité de la population mondiale, la bourgeoisie n'étant elle-même qu'une infime minorité !

Parasites du milieu révolutionnaire, les petits-bourgeois modernistes en connaissent les publications et plus ou moins l'histoire, tout en feignant d'ignorer et mépriser. Mais, nos critiques dirigées contre les modernistes en général ont-elles été en mesure de les inquiéter ? Notamment le fait de leur incapacité à en référer solidement à l'histoire du mouvement ouvrier et l'inexistence d'une plateforme politique claire ! On verra que même en essayant de faire coller n'importe comment des références historiques, nos banquistes ne peuvent évoluer vers le prolétariat et encore moins prétendre discuter avec ses minorités révolutionnaires.

le romanesque

Le second numéro se lance dans un "Roman de nos origines", entreprise de référence à un passé qui s'étendrait selon la filiation banquistes de 1848 à 1968 et après. Ce roman se veut sans forfanterie : "une synthèse du mouvement révolutionnaire moderne" avec "pour critère essentiel... de traiter ce qui nous a formés". L'allure générale de diarrhée plumitif qui n'est pas différente des articles précédents, empruntant aux uns et aux autres des "bribes... agencées avec fantaisie", s'imaginant "nous régaler d'une grande nouveauté", "n'est qu'un pastiche sans consistance". (R.I n°110). Nous nous contenterons de la critique de cet article.

Nos banquistes qui attendent beaucoup de "l'espèce humaine" ou des "vandales des HLM" ont agencé un long article assez curieusement justificatif.

Le titre de l'article en dit long sur le contenu : un roman ! Ces plumitifs ont chapitré l'ouvrage des dates-références du mouvement ouvrier : 1848, 1917, 1968. Commencant par 1848, à bon escient, on veut nous laisser croire que c'est en référence à, comme chacun sait, l'année de la confirmation du prolétariat comme seule classe désormais révolutionnaire. Mais, on ne sait pas trop car le n°1 nous disait que les prolétaires "n'avaient pas su, pu ou voulu" faire une révolution que nos banquistes attendent... depuis 1848 ; la pensée banquistes est en perpétuelle dérive; non pas dialectique mais bascule déréglée, faite de tautologies insensées et de flou artistique, une pensée obscure au fond, et réactionnaire. Survolant 1848, sans tenir compte le moins du monde de la phase progressiste du capitalisme, les banquistes décrètent avec dédain que ces pauvres ouvriers en sont encore à cette déplorable lutte pour le salariat :

"En juin 1848, c'est le quartier ouvrier qui prend les armes sans sortir de l'espace salarial", puis, propos que Bakounine ne dédirait pas : "Mais le chartisme détourne les énergies sur la revendication du suffrage universel", et Marx lui-même est mis sur le même plan que Fourier. Comme le prolétariat est présent de façon al-

l'imagination sans le pouvoir

Chapitrant un passage "Compréhension de la contre-révolution et reprise révolutionnaire" qui, malgré ce titre nous laissera sur notre faim, les banquistes sautent de la Gauche allemande et italienne (à propos desquelles, ils sont tout juste capables

de montrer qu'ils ne sont pas ignorants) dans l'évocation du groupe disparu "Socialisme ou Barbarie" et finissent par avouer que là est l'essentiel de leurs sources, et pourrait-on ajouter, de toutes les erreurs qui ont permis la disparition de ce grou-

pe : le rejet du marxisme. Ces antécédents sont rappelés à travers la notoriété P.Guillaume, aventurier de toutes les barricades et éditeur à scandales. Apparemment, les banquistes doivent beaucoup à cet olivier qui fait figure de mentor et à qui est attribué le rôle d'inspirateur du CATE (Comité d'action travailleurs-étudiants) de Censier qui a été une des principales plaques tournantes de mai 68, mais pas la seule comme veulent nous le faire croire les Barrot et Baynac, mais aussi le véhicule du raccourci à la gauche en fin de course. L'intervention de la "Vieille Taupe", du GLAT et de Pouvoir Ouvrier (tous rejets de Socialisme ou Barbarie) est démesurément grossie quant à leur place réelle dans le mouvement des occupations. De même quelques notes perspicaces sur les situationnistes ne constituent pas une critique réelle de ce courant qui, pour l'époque et à la différence de "La Banquise" ou "La Vieille Taupe", a su se placer -même brièvement- sur le terrain de classe. L'effacement des situationnistes en 1969 est dû justement à ce qui manque déjà à "La Banquise" : absence de réappropriation réelle du mouvement ouvrier passé, impatience anarchiste, absence de prise en compte de l'analyse économique. Le tableau du paysage soixante-huitard serait incomplet si les banquistes n'en profitaient pas pour dénigrer au passage le seul groupe dont l'analyse cohérente a subsisté sous les pavés "Révolution Internationale (fondé en 1968)", avec plus d'aigreur et d'instinct de mort que de souci de réalisme : "... Exemple de synthèse ratée, alliant le parti-pris conseilliste au fétichisme de l'orga-

nisation, le groupe sombra rapidement sous le nom de CCI dans une vie de secte comparable à celle du PCI, toujours en concurrence avec les autres groupes".

La trame du récit banquistes se poursuit peu après sur la période de 1968 à 72 où l'on se prosterne sur "La Vieille Taupe" et renouvelle les courbettes devant l'une des plus charismatiques revues modernistes ronéotypées : "Invariance". Ensuite, l'auto-critique de l'éphémère du groupe du banquistes Barrot "Le Mouvement Communiste" de 1973-74 ou les anciens barrotiens devenus banquistes ont le culot de faire semblant de se critiquer honnêtement sur toute l'affaire Puig-Antich au moment de laquelle, ils s'étaient laissés séduire par les actions terroristes des autres, sans reconnaître un seul instant que R.I est pour quelque chose dans cette prise de conscience tardive. Enfin, les banquistes passent en revue les coups publicitaires à parfum de scandale anarchiste auxquels ils ont été mêlés en compagnie de leurs compères de la "Guerre Sociale" et d'ICO : un Monde Diplomatique pirate, l'affaire Faurisson, un tract : "Notre royaume est une prison". On a sous les yeux les historiettes qui ont bouleversé ces dernières années cette zone de Paris qui s'étend du Boul'Mich à la rue des Fossés-Saint-Jacques. Là se trouvent les limites du roman qui révèle parfois des moments de lucidité en indiquant par exemple involontairement le genre de public où il peut rencontrer un succès d'estime : "... la marge plus ou moins clochardisée ou le terrorisme, ou dans leur synthèse : la délinquance à justification politique."

épilogue

Les banquistes n'ont pas de perspective -comment pourraient-ils en avoir avec cette pensée continuellement mouvante et bancal- mais le ton est là beaucoup moins d'avant-guerre que le premier numéro. On se prend à envisager un mouvement plus violent qu'en 68 du fait de l'usure de la gauche. Mais hélas pour les banquistes, les choses se sont aussi décaitées depuis 68, la filiation de la plupart des groupes de cette période est moribonde pour le prolétariat ; ils ne sont qu'une vague survivance, un reste de groupes qui étaient déjà une déviation du mouvement ouvrier. Ils n'ont pas d'avenir. Sous-produit dé-

phasé de ce modernisme marcusien, apôtre des machines à laver qui avait pu connaître un certain succès après 68 et qui visait à remiser aux oubliettes le prolétariat. Avec les années de vérité de la crise économique, ce courant moribond -il n'a pas été rebaptisé par les curés polonaises- ne peut retrouver son succès d'antan. De ses soubresauts d'agonie, surgit une bestiole "La Banquise" dont la notoriété ne franchira pas la rive gauche et dont l'existence risque d'être encore plus éphémère que celle de ses prédécesseurs.

A.C

COURRIER

Nous publions ici des extraits d'une lettre de sympathisants qui nous semblent refléter certaines idées assez répandues, minimisant l'importance de la crise du milieu révolutionnaire :

"En ce début des années de vérité, le milieu révolutionnaire s'est vu secoué par une "crise" le diminuant numériquement, ce que le CCI assimile à un affaiblissement. Au contraire, nous pensons qu'il s'agit d'un processus de clarification produit par la vague de luttes de 78-80..."

"Nous estimons donc que cette nouvelle étape de la lutte de classe qui a rejeté une bonne partie du programme bordiguiste dans les annales de l'histoire devrait permettre de poser avec acuité la question de l'intervention des révolutionnaires. A ce sujet, au lieu de se laisser envahir par un courant de morosité, que nous estimons non-fondé, le milieu révolutionnaire aurait tout à gagner à développer sa propagande des perspectives communistes au sein de la classe ouvrière. Sans tomber dans les travers activistes et usinistes, à la veille des prochains affrontements de classe, il serait temps que le CCI axe sa propagande vers le prolétariat et abandonne ce type de presse, plus destiné à un milieu d'intellectuels ou professionnels de la révolution qu'à la classe elle-même..."

Rassurez-vous, camarades, ce n'est pas par morosité que nous insistons tant sur la crise du milieu révolutionnaire. Encore moins pour nous détourner des exigences de la situation historique actuelle et des responsabili-

tés de notre intervention. Bien au contraire ! Ce que nous appelons la "crise du milieu révolutionnaire" (voir articles dans les revues internationales n°28 et 32), et qui ne nous a pas épargnés, réside justement dans l'incapacité des organisations révolutionnaires à aborder et à faire face aux exigences de cette époque : c'est-à-dire à jouer le rôle indispensable qui leur est dévolu : la participation active, organisée et militante à la clarification des buts, des moyens et des conditions de la lutte de classe. Sans cette clarification, point de révolution.

S'il est vrai que les années 79-80 ont montré la nécessité impérieuse d'une clarté sur des questions fondamentales posées à la lutte révolutionnaire (question syndicale et nationale en premier lieu), la "décontamination" dont vous parlez s'est faite dans les pires conditions : sans débat, sans clarification des positions, dans une perte d'énergies révolutionnaires et une dispersion qui sont d'autant plus graves si l'on considère la faiblesse globale des organisations révolutionnaires aujourd'hui, qui est une faiblesse pour la révolution elle-même. (voir article ci-contre)

Nous ne séparons pas notre pratique dans le milieu révolutionnaire de notre intervention générale dans la classe. Les questions qui se posent aux révolutionnaires sont les mêmes que celles qui se posent à l'ensemble de la classe ouvrière. Se battre pour la clarification dans le milieu révolutionnaire, c'est se battre pour la clarification dans l'ensemble de la classe ouvrière.

R.I.

MILIEU REVOLUTIONNAIRE :

QUELQUES REACTIONS POSITIVES

Des événements récents semblent indiquer que quelque chose est en train de changer dans l'attitude de certains groupes du milieu révolutionnaire. Trop souvent cependant, il s'agit de réactions encore confuses et tardives.

■ La première condition pour que le milieu révolutionnaire puisse combattre son éparpillement, son sectarisme ambiant, c'est qu'il commence par avoir conscience de sa propre existence. Tant que la plupart des organisations révolutionnaires continueront à penser qu'en dehors d'elles, il n'existe rien (ou si peu), tant qu'elles ne reconnaîtront pas la réalité de la crise qui frappe l'ensemble que constituent les groupes politiques prolétariens, tant que ce minimum de lucidité ne se sera pas généralisé dans le milieu, ce dernier continuera de faiblir et de subir impuissant la contre-offensive idéologique et politique de la bourgeoisie mondiale.

Le CCI a, depuis le début des années 80, insisté sur la réalité de cette crise. La plupart des groupes de ce milieu ont répondu : premierement, il n'y a pas de milieu révolutionnaire, deuxièmement, il n'y a pas d'autre crise que celle du CCI.

Depuis lors, la réalité a cruellement tranché la question : éclatement dans la confusion d'une des seules organisations prolétariennes ayant une dimension internationale, le PCI (Programme Communiste, "Le Proletaire") ; disparition du GVC (Groupe Volonté Communiste) en France, scission dans le GCI (Groupe Communiste International) en Belgique ; une parodie de Conférence de groupes de la gauche communiste, convoquée par la CWO (Communist Workers' Organisation) de Grande-Bretagne et Battaglia Comunista d'Italie à laquelle ne participe qu'un groupe d'étudiants sympathisants d'une organisation semi-patriotique iranienne.

Les événements mêmes s'imposent avec une telle violence qu'on commence à voir, parmi les groupes prolétariens, certains changements d'attitude vis-à-vis de cette question.

Programme Communiste, le PC International, bordiguiste, dans son journal italien de juillet 1983 déclare : "Depuis un mois, se développent en notre sein des discussions sur des questions centrales dont l'intérêt, pensons-nous, ne se limite pas à notre seule organisation (...). Le prochain numéro du journal est prévu pour septembre et contiendra une première synthèse de la discussion sur les problèmes indiqués ci-dessus". Parmi ces problèmes, Programme signale -entre autres- des questions aussi fondamentales pour sa propre existence que "quel sens et quelle portée politique a eu et a, pour la construction du parti de la classe ouvrière, le fait de se définir soi-même comme parti".

Quiconque connaît les conceptions traditionnelles de cette organisation ultra-partidiste et ultra secrète quant à sa vie interne, peut mesurer l'ampleur du changement de langage !

Les bordiguistes, artisans de la théorie du "centralisme organique", suivant laquelle "le centre", la direction de l'organisation a toujours, par définition, raison, qui théorisaient et pratiquaient l'absence de débat interne et ignoraient toute pratique de vote (car "démocratique"), qui clamaient être non pas "un" parti, mais "LE" parti et n'avaient l'existence de toute organisation prolétarienne en dehors de la leur, écrivent aujourd'hui, premièrement qu'il y a des débats sur des questions fondamentales en leur sein, deuxièmement que ces débats concernent d'autres qu'eux-mêmes (qui donc existent) et qu'ils tiennent à rendre publics des synthèses de ces débats.

Nous ne pouvons que nous réjouir d'un tel changement d'attitude. Mais il est désastreux que celui-ci ait lieu seulement aujourd'hui, alors que l'organisation en question a déjà littéralement explosé dans la confusion la plus totale, déchirée entre la sclérose théorique et l'activisme le plus effréné.

Battaglia Comunista (Parti Communiste Internationaliste) et la CWO, ces deux organisations qui ont été à l'ori-

gine de l'exclusion des conférences des groupes de la gauche communiste de ceux qui ne partageaient pas une conception "léniniste" du parti (sabordant par là même les conférences) viennent de répondre à deux initiatives du CCI : Battaglia a participé à une réunion publique du CCI à Naples sur le thème "crise du milieu révolutionnaire, comment réagir ?", en élaborant un document pour l'occasion. La CWO a de son côté répondu à "L'Adresse aux groupes prolétariens", adoptée par le Vème Congrès du CCI en juillet dernier. Ces documents abordent la question de la crise du milieu révolutionnaire. Voici ce que cela donne :

La CWO : "Comme toujours, en surestimant la signification des événements les plus récents, le CCI voit dans ses propres dernières scissions la traduction d'une profonde crise du milieu révolutionnaire". Cependant la CWO écrit dans le même paragraphe : "Nous sommes d'accord que la classe ouvrière et ses minorités sont actuellement dans une situation extrêmement difficile et dangereuse, bien que la crise du milieu révolutionnaire dont vous (le CCI) parlez, ne soit pas la même que celle que nous avons à l'esprit". (Réponse à "L'Adresse aux groupes prolétariens" du CCI, septembre 83) (c'est nous qui soulignons).

CCI ou pas, il y a donc bien une crise du milieu qui n'est pas pure invention du CCI.

Battaglia, dans son document présenté à la réunion publique de Naples, prend aussi quelques détours pour arriver à reconnaître l'existence de cette crise et en donne même une description qui ne manque pas d'intérêt : "Un 'camp' révolutionnaire qui vivait fatigué et qui en même temps donnait l'apparence d'une certaine homogénéité, au moins dans les grandes lignes, se trouve soudain secoué par l'explosion des équilibres. Ce ne sont pas encore les affrontements de classe qui provoquent ces secousses ; le seul fait que les grands problèmes de la révolution communiste se posent de façon sérieuse suffit à engendrer les premiers mouvements de décomposition. C'est ainsi que certains groupes se jettent dans des trajectoires centrifuges et se trouvent rapidement hors du terrain révolutionnaire ; d'autres s'affolent et sont projetés d'un point à l'autre du 'camp' révolutionnaire, totalement déboussolés. S'agit-il d'une crise du camp ? Si on l'entend dans le sens défini ci-dessus, nous concédons que oui".

Mais il ne suffit pas de reconnaître l'existence d'une réalité aussi criante et évidente. Encore faut-il déterminer et se donner les moyens de réagir à cette situation. Les documents de Battaglia et de la CWO, au milieu de pages de critiques contre le CCI, affirment clairement la nécessité du débat et de la confrontation ouverte.

C'est très bien. Mais comment ne pas regretter que ces deux organisations n'aient pas compris il y a trois ans que le cadre qu'avaient constitué les trois conférences des groupes de la gauche communiste (1977-80) -sabordées à leur initiative- était le meilleur possible pour un tel travail.

Quoi qu'il en soit, il semble s'affirmer une nouvelle volonté de débat et d'enrichissement des rapports entre groupes politiques prolétariens... survivants.

Nous ne pouvons que réaffirmer notre appel dans "L'Adresse aux groupes politiques prolétariens" au "développement systématique d'un esprit et d'une volonté de débat et de confrontation des positions politiques qui sont la condition première d'une décantation et d'une clarification dans l'ensemble de ce milieu et de toute la classe, et qui doivent prendre place dans les presses respectives, les réunions publiques, etc..."

Nous continuerons d'assumer nos responsabilités.

CCI

REUNIONS PUBLIQUES

sur le thème :

La gauche face au mécontentement des ouvriers

Aix-en-Provence :
Permanence: le 12/10 et le 16/11 de 18h à 19h, au café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

Bordeaux :
Réunion publique: le 28-10 à 20h, au café "Victor Hugo", 52 cours V. Hugo.
Contact diffusion: le 15-10 au marché Saint Michel, de 10h30 à 11h.30.

Clermont-Ferrand :
Réunion publique : le 14/10/83, 20h30, Centre Alexis Piron, rue Alexis Piron, (Quartier Saint-Jacques)

Nantes :
Réunion publique: le 8/10, à 17h, au centre social des Bourderaires, Nantes-Chantenay.
Contact diffusion: le 2ème samedi du mois, de 10h30 à 11h30, au marché Petite-Hollande.

Paris :
Réunion publique: le 15/10 à 17h, au 27 avenue de Choisy, 75013 Paris.
Permanence: tous les samedis à 16h, à la même adresse (sauf le samedi de la réunion publique).

Rouen :
Permanence: le 22/10 à 16h30 à la Halle aux Toiles.

Toulouse :
Réunion publique: le 28/10 à 21h, cité universitaire de l'Arsenal, bât. C.
Permanence: tous les vendredis à 18h30, bar "Le Colbert", ave. St Eupéry (sauf le vendredi de la réunion publique).
Contact diffusion: les 2ème et 4ème dimanches du mois, de 11h à 12h30, au marché aux Légumes (Place Jeanne d'Arc) et 2ème dimanche du mois, de 11h à 12h30, au marché aux Pucés (St. Sermin).

Lille :
Réunion publique: le 22/10, 23 rue Gosselet (MNE) à 15h30.
Contact diffusion: les 1er et 3ème dimanche du mois de 10h30 à 11h30, au marché de Wazemmes.

Lyon :
Réunion publique: le 21/10 à 21h, à MAJO, 2 impasse Métral, Villeurbanne métro: République.
Permanence: le 25/10 à 18h, même adresse.

Marseille :
Réunion publique: le 4/11 à 21h, au 205 rue Ste Cécile, 13005 Marseille.
Permanence: le 19/10 de 18h à 19h, à l'"Artistic Bar", 4 cours J. Thierry, 13001 Marseille.

lisez la Revue Internationale n°35

Rapports et résolutions du 5ème Congrès du Courant Communiste International

CRISE ECONOMIQUE :
LA DESCENTE DANS L'ABIME
ET L'IMPASSE DE LA CLASSE CAPITALISTE

LE RAPPORT DE FORCES
ENTRE CLASSE OUVRIERE ET BOURGEOISIE

Résolution
sur la SITUATION INTERNATIONALE

SUR LE PARTI ET SES RAPPORTS
AVEC LA CLASSE OUVRIERE

ADRESSE AUX GROUPES
POLITIQUES PROLETARIENS

► R.I.
B.P. 581
75027 PARIS
cedex 01

PUBLICATIONS DU CCI

(Ecrire les adresses comme suit, SANS MENTION DU NOM DE LA PUBLICATION)

ACCION PROLETARIA
Apartado de correos 258
VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES, BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Drawer 1774
NEW YORK, N.Y. 10027
USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674
CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106
10031 STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581
75027 PARIS Cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549
1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869
LONDON WC 1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION
Postfach 410308
5000 KOLN 41, RFA

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F + 3 F pour frais d'envoi). 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (4 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (6 F + 3 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) - épuisé
- L'Etat dans la période de transition (12 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I. (4 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :

ETRANGER PAR AVION
110 F 120 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :

ETRANGER PAR AVION
65 F 80 F

ENVOIS SOUS PLI FERME :

ABONNEMENTS COUPLES

FRANCE ETRANGER PAR AVION
120 F 120 F 150 F

ABONNEMENTS SIMPLES

FRANCE ETRANGER PAR AVION
70 F 80 F 100 F

Abonnements et versements :
Chèque bancaire ou postal à l'ordre de R.I. : CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu
Paris 20°

Directeur de Publication : D.VAN CEIIST
N° de Commission Paritaire : 54 267

EN 83 COMME EN 73 :

La gauche reste l'ennemie du prolétariat

■ Le 12 août, des milliers de travailleurs chiliens protestaient contre le régime de Pinochet, et au moins 17 personnes furent annoncées décédées dans les heurts avec la police et la troupe. Le 11 mai, des dizaines de milliers de travailleurs au Chili avaient manifesté aussi. Cette fois-là, des barricades avaient été érigées dans les quartiers ouvriers de Santiago. Des bagarres avec la police avaient suivi, dans lesquelles plusieurs ouvriers furent tués, des centaines arrêtés.

crise et luttes

Les combattifs mineurs de cuivre, qui avaient fait grève en 73 sous Allende et avaient fait grève deux mois en 81, étaient une fois de plus à l'avant-garde. " Leur " syndicat, la CTC, avait essayé de dévoyer leur colère dans une quête pacifique pour la démocratie, mais ne put empêcher les ouvriers qui avaient assisté au Congrès de la CTC en Avril, de défilier dans les rues de la capitale, appelant à une grève contre le régime. Quelques jours plus tard, les tanks encerclaient les mines de cuivre d'El Teniente, Chuquicamata et El Salvador. Le dirigeant syndical Rodolfo Seguel exhorta les travailleurs à ne pas faire grève et à plutôt " manifester pacifiquement ". Mais c'était trop tard. L'habituel étouffement par les syndicats ne pouvait pas plus longtemps éteindre la colère ouvrière qui s'était accumulée tout au long des années de répression et de détérioration des conditions d'existence. Le 11 mai fut la première confrontation violente avec le régime depuis son arrivée au pouvoir en 73. Les syndicats organisèrent leur propre " journée de protestation " pour le 14 juin et un jour de " grève générale " le 23 juin de manière à regagner leur contrôle sur les travailleurs. Le régime répondit par la répression brutale sous la forme de licenciements et d'arrestations. Le fait que les dirigeants syndicaux et les dirigeants de l'opposition politiques furent arrêtés et exilés dans des régions reculées ne doit pas nous empêcher de voir comment les syndicats ont divisé les travailleurs et mit un frein à la grève. Ces arrestations rehausent certainement l'image de l'opposition comme défenseur des ouvriers. Exactement au même moment, Pinochet permit aux dirigeants de l'opposition en exil de revenir de l'étranger pour contrôler la lutte inévitable alors.

La crise économique est plus profonde que jamais au Chili. Le chômage officiel dépasse 30%, de nombreuses usines travaillent à la moitié de leur capacité. Les revenus de ceux qui ont encore du travail ont baissé de 20% depuis 1970. Le " monétarisme " de Pinochet n'est pas plus efficace contre la crise que le " socialisme " d'Allende ne l'était. Allende essaya de résoudre la crise en imprimant des billets de banque ce qui amena un taux d'inflation de 600% par

Il y a dix ans, au Chili, la venue sanglante de Pinochet paracheva la défaite qu'Allende et son gouvernement d'Unité Populaire avait fait subir à une classe ouvrière particulièrement combative depuis la fin des années 60, mais victime des illusions entretenues par la bourgeoisie sur la démocratie et le caractère ouvrier des partis de gauche tels le PS et le PC.

Allende et son gouvernement n'ont jamais rien eu de prolétarien. Ils représentaient la nécessité pour le capital chilien, d'une part de développer la concentration au sein de l'Etat des plus grandes industries (nationalisation des mines de cuivre), d'autre part la nécessité de faire face au mécontentement ouvrier et populaire, et surtout de le désarmer en le dévoyant dans l'impasse démocratique, deux choses que le gouvernement Frei, démocrate-chrétien, était bien incapable d'accomplir à l'époque.

Allende ne manque pas de soutien, puisque l'ensemble de la gauche internationale lui apporte son appui, jusqu'à Fidel Castro lui-même qui vint exhorter les mineurs de cuivre à cesser leur mouvement de lutte... Mais il ne fut pas assez convaincant puisque Allende dut militariser (comme Pinochet aujourd'hui!) les mines afin d'y rétablir l'ordre capitaliste.

Aujourd'hui, devant le renouveau des luttes ouvrières en Amérique latine, c'est encore la gauche, forte de ses " martyrs ", qui va se charger de désarmer idéologiquement le prolétariat en le faisant lutter, pour des causes, telle la démocratie, qui ne sont pas les siennes; et qui le livreront, si il s'y laisse pendre, à la répression des Pinochet et autres généraux ou à leurs successeurs démocrates tels les Péronistes en Argentine ou les Démocrates-Chrétiens au Chili qui ont déjà les faveurs des U.S.A.

an. Sous Pinochet, la répression brutale fut accompagnée d'une politique d'argent rare et de coupes massives dans les dépenses publiques, qui suivait les recettes de l'économiste de Chicago, Milton Friedman. L'inflation tomba brutalement, l'économie se développa; mais ce " miracle chilien " reposait sur des fondations de sable, ou plutôt, sur des emprunts internationaux massifs. Le Chili doit maintenant 17,5 milliards de dollars. Les douze principales banques du pays se sont déjà effondrées et la banqueroute totale est seulement évitée par des " emprunts " et des " dons " du FMI et du gouvernement américain. A cet égard, le Chili n'est pas une exception. La crise du capitalisme continue à s'approfondir dans l'ensemble de l'Amérique latine et du Tiers-monde, réduisant toujours plus la possibilité de croissance de toute l'économie capitaliste mondiale, nous montrant comment est superficielle et limitée la " reprise " américaine. Et ce n'est pas seulement au Chili que les ouvriers réagissent. Dans la plupart des pays latino-américains, la combativité augmente, et au Brésil - cet autre " miracle " déçu - en particulier, la colère est en ébullition.

Avec ses dettes impayées de presque 90 milliards de dollars, le Brésil doit plus que tous les autres pays. L'inflation tourne autour de 127% à l'année, un travailleur sur cinq est sans emploi. Le FMI, la police économique de Washington, exige une austérité sévère comme condition à une autre aide. Pour accéder à ces demandes, le gouvernement veut limiter le coût semestriel d'un réajustement des salaires et des livrets d'épargne, etc... à 20% au dessous des chiffres officiels. Concrètement cela veut dire que la prochaine augmentation des salaires des travailleurs sera de 5%

alors que le coût de la vie a augmenté de plus du double de ce chiffre, rendant la survie de plus en plus difficile pour la population laborieuse.

Dans les vagues de grève de 1980, au cours de laquelle les travailleurs tirèrent leur force à travers les assemblées générales massives, les ouvriers brésiliens ont montré que le régime militaire n'avait pas brisé leur combativité. Cette année en avril, de violentes confrontations ont eu lieu à São Paulo, le plus grand centre industriel et s'étendirent à Rio de Janeiro, où des milliers d'ouvriers au chômage manifestèrent contre les mesures d'austérité. En juin et juillet, les travailleurs de l'automobile et du pétrole manifestèrent contre les nouvelles mesures d'austérité. Quand il devint connu que le FMI demandait d'autres économies dans les entreprises tenues par l'Etat, 30 000 ouvriers quittèrent le travail spontanément pour défilier à travers les rues de Rio. Au début de juillet 100 000 ouvriers de la métallurgie à São Paulo se mirent en grève sauvage, appelant à une extension de la lutte aux autres secteurs industriels. Quand ils ignorèrent l'ordre syndical de retourner au travail et lancèrent un appel à la grève générale dans l'Etat de São Paulo, l'armée fut mise en alerte dans l'Etat et les sièges syndicaux placés sous garde militaire. Quand les syndicats promirent d'appeler à une grève à l'échelle du pays pour le 21 juillet les travailleurs de l'automobile et du pétrole qui avaient rejoint la grève des métallurgistes se mirent d'accord pour reprendre le travail. En mai la dynamique de la lutte avait été brisée. Le 21 juillet, le prudent " jour de protestation ", fut plus une occasion de laisser " échapper la vapeur " qu'une confrontation continuant la lutte.

la mystification démocratique

En réponse au développement de la crise et à la combativité en Amérique latine, le bloc US ressort de plus en plus l'arme de la démocratie. Pour promouvoir l'illusion du changement quand seule plus de misère est possible, pour faire que les travailleurs aient confiance dans les partis bourgeois de gauche et dans les syndicats de sorte qu'ils ne découvrent pas la puissance de l'auto-organisation, pour faire croire aux ouvriers que le problème est national et non une guerre de classe internationale, aucune mystification n'est plus adaptée pour la capitalisme que la démocratie. Ce n'est donc pas une coïncidence si, sur le continent sud-américain tout entier, les régimes militaires sont remplacés par des démocraties (Pérou, Bolivie, Brésil, Uruguay, Argentine, etc...); le Chili est un des derniers pays où les généraux continuent à s'accrocher au pouvoir. Mais si la lutte ouvrière continue, comme il est probable, alors Pinochet, aussi, devra partir au nom des mêmes intérêts qui le portèrent au pouvoir, il y a dix ans. Une fois de plus, le capitalisme nous montre à quel point est fautive la contradiction entre ses formes de pouvoir démocratiques et dictatoriales. Les deux formes sont un pouvoir de classe, également contre les travailleurs. Tout comme la bourgeoisie en Pologne avertissait les ouvriers de limiter leur lutte pour éviter une invasion russe, le nouveau gouverneur libéral de São Paulo accusait les luttes de chômeurs d'être fomentées par l'extrême droite pour faire avorter la démocratie. Allende avait utilisé le même argument, attaquant la lutte des travailleurs comme " alliée objective de la droite ".

Des efforts sont déjà faits pour renforcer la structure des démocrates-chrétiens, pour les préparer à gouverner. Dans ce sens les partis de gauche seront capables de jouer leur rôle d'opposition. Quand les conditions le permettent, la classe dominante garde ses partis de gauche en dehors du gouvernement pour, de l'intérieur, vider de leur contenu les protestations des travailleurs (cf. Venezuela, Brésil, Pérou).

L'utilisation de la mystification démocratique ne veut pas dire que les travailleurs ont moins de répression à craindre dans la période qui vient. Au contraire, la mise en place accélérée d'un appareil de répression étatique est l'autre face de la pièce de monnaie de la réforme démocratique. Selon le " New York Times " (17 juillet), le gouvernement américain planifie une augmentation de son aide militaire à l'Amérique latine de pas moins de 40%. Soyez assurés que ces armes ne sont pas destinées à être utilisées contre les russes !

(D'après Internationalism n°38 sept. 83)

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'" autogestion ouvrière ", ni les " nationalisations ". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de " pays socialistes " dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant " partis ouvriers " - partis " communistes " et " socialistes ", ainsi que leurs appendices gauchistes - sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux " fronts populaires " " fronts anti-fascistes " ou " fronts unis " entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les " luttes de libération nationa-

le " sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de " soutien aux peuples en lutte " n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou " socialiste ".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir au nom des travailleurs ", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

■ NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.